

Bloc-notes de Philippe Meirieu

<http://www.meirieu.com>

Le 26 janvier 2008

Education et économie

Le rapport remis par Jacques Attali sur les moyens de relancer la croissance doit faire l'objet d'un examen critique approfondi. Des groupes de réflexion comme **La Forge** en ont produit une « contre-expertise » particulièrement intéressante. Globalement, nous assistons bien à la liquidation radicale (prônée ici par un « homme de gauche ») d'un modèle du « bien commun » fondé sur le débat démocratique et l'engagement de l'État comme expression de la volonté nationale. C'était le modèle du Conseil National de la Résistance dont la droite libérale appelle à se débarrasser depuis maintenant plusieurs années. Il est remplacé par le modèle bien plus archaïque – et qu'on veut nous faire passer pour « moderne » - de Guizot : « Enrichissez-vous ! ». On prend acte de la montée des individualismes et de la confrontation des intérêts particuliers et on joue sur ceux-ci pour produire des effets d'enrichissements individuels censés créer miraculeusement la croissance nationale. En cherchant à résoudre ses problèmes immédiats et en courant après son propre profit, l'homme « moderne » ferait progresser un pays réduit à la juxtaposition des richesses individuelles. Le collectif dans sa spécificité est ramené à la somme des agitations individuelles et corporatistes : on fait l'hypothèse qu'en faisant monter les tensions sociales, au sein des groupes (puisqu'il faut toujours « s'en sortir » mieux que les autres et contre les autres) et entre les groupes (identifiées comme consubstantiellement concurrents), on crée du développement cohérent. C'est, évidemment, confondre le développement avec l'effervescence, la détermination avec la fermentation, la volonté avec la nervosité... la pensée réfléchie et le débat démocratique avec un *talk-show* où le bon mot fait fonction de preuve et le *best of* de consécration universelle... C'est oublier le projet démocratique lui-même, c'est abandonner, au sens propre, la République : la chose publique.

Sur le plan éducatif, ce rapport reprend et développe l'essentiel des préconisations et réformes des gouvernements successifs depuis six ans (socle commun avec une orientation encore plus « fonctionnelle », suppression de la carte scolaire, développement d'une « culture de l'évaluation » systématique, etc.). Il préconise aussi un enseignement de l'économie plus développé et plus précoce que celui qui existe actuellement, mais il s'agit bien, ici, d'économie et non de « sciences économiques et

sociales » selon la dénomination qui existe aujourd'hui et qui se voit, semble-t-il, amputée d'une sociologie perçue sans doute comme trop critique. En réalité, ce rapport conforte un mouvement de libéralisation-technicisation de l'enseignement actuellement largement en cours. Libéralisation, car on confond l'institution publique avec un service qui doit satisfaire les intérêts à court terme des usagers, au détriment de ses valeurs spécifiques. Technicisation car, dès lors qu'on abandonne les finalités de l'École de la République – indissociablement instruction et émancipation –, il ne reste plus qu'un ensemble de mécanismes de contrôle produisant les « indicateurs » permettant aux clients de se déterminer et à la puissance publique de renforcer les inégalités en subventionnant ceux qui ont les meilleures performances...

On veut croire que ce mouvement n'est pas irréversible et espérer qu'il provoquera un salutaire sursaut...

-o0o-

Article paru dans *L'HUMANITE* du mercredi 23 janvier

École : « Éduquer, ce n'est pas produire des individus calibrés. »

Pour le pédagogue Philippe Meirieu, le rapport Attali valide une vision utilitaire de l'école, au détriment d'ambitions culturelles déjà déficitaires.

La commission Attali envisage l'école comme un maillon de la relance économique. Judicieux ?

Plutôt affligeant. Non pas de dire que la relance économique est une question fondamentale. Mais de faire croire qu'elle s'obtiendra en mettant l'éducation au service de l'économie. C'est, au contraire, en poussant l'école à mieux assurer sa mission culturelle, civilisatrice et émancipatrice que l'on y parviendra. En donnant aux citoyens les moyens de prendre en mains l'économie et de la faire conforme à leurs vœux.

Enseigner l'économie dès la primaire peut-il répondre à cette nécessité démocratique ?

Donner les clés pour en comprendre les rouages peut répondre à ce besoin. À condition de ne pas inscrire cet enseignement dans une sorte d'exaltation du marché. L'économie n'est pas une science exacte : il en existe des conceptions diverses. Or, je crains qu'elle ne soit envisagée que sous un angle libéral. Que l'on ne laisse croire, par exemple, que seules les entreprises privées, mues par la concurrence, sont productrices de richesses, en oubliant de dire que l'économie est également portée par ceux qui placent la solidarité au premier plan.

Doubler le nombre d'élèves en école d'ingénieurs va-t-il dans le sens d'une démocratisation de l'enseignement supérieur ?

Sans doute faut-il augmenter le nombre d'élèves dans les grandes écoles. Mais cela ne doit pas se faire au détriment d'une ambition culturelle élevée pour tous les enfants. Or, le socle commun de connaissance tel que le défend la commission Attali néglige les dimensions culturelles, au profit de l'anglais commercial par exemple. Déjà déficitaire, l'ambition culturelle passe à la trappe au profit d'une vision instrumentaliste de l'école. Et toutes les mesures récentes convergent dans ce sens : la loi de finance 2008, la publication des résultats des écoles sur Internet dès la rentrée prochaine, la multiplication des évaluations...

L'évaluation des profs par leurs élèves peut-elle conduire à plus d'efficacité ?

C'est un gadget plutôt ridicule. Associer élèves et parents à la réflexion sur l'école n'est pas les mettre en posture d'évaluateurs, de consommateurs qui, comme dans un supermarché, jugeraient du meilleur rapport qualité prix. L'école va finir par faire uniquement ce qui est évaluable. Or les ambitions de la république ne le sont pas toujours. Il est effrayant de voir cette machinerie s'étendre et exiger des résultats quantifiables et immédiats. Elle ignore que la formation d'un élève n'a rien à voir avec la fabrication d'une marchandise. Elle ignore que la relation pédagogique se négocie dans la durée, qu'une politique de prévention ne peut pas s'évaluer puisque prévenir, c'est précisément empêcher d'advenir. L'éducation, ce n'est pas la production d'individus calibrés.

L'efficacité économique s'oppose-t-elle à l'efficacité démocratique ?

Pas du tout. Mais il faut savoir s'extraire de cette logique à court terme. On sait obtenir de bons résultats immédiats : il suffit de bien sélectionner à l'entrée, de bien calibrer en cours de route et d'écarter les élèves qui n'entrent pas dans le moule. Ce pilotage par le résultat va mettre une pression terrible sur les enseignants. À long terme, ce sera contre productif, y compris pour l'économie. Nous allons perdre en esprit critique, en autonomie et en initiative. Nous allons perdre de l'intelligence, au profit d'une normalisation et d'une pensée stratégique. Chacun va apprendre à se débrouiller, à obtenir le plus d'effets utiles avec le moins d'effort possible. A devenir un gagnant sans scrupules et, parfois, sans éthique ni considération pour les solidarités fondatrices.

Propos recueillis par
Marie-Noëlle Bertrand